

## Traité de paix conclu à Bucarest le 28 mai 1812 entre l'Empire ottoman et la Russie

Le traité de Bucarest signé les 18 et 28 mai 1812 a mis fin à la guerre russo-turque qui a commencé en 1806. La guerre russo-turque a commencé en 1806, le tsar Alexandre Ier ordonnant à ses troupes de traverser le Dniestr et d'occuper les principautés roumaines de Valachie et Moldavia. Malgré les premières assurances données par l'empire russe qu'il «*ne cherchait pas à gagner de territoire à la Turquie*», le tsar russe a finalement obtenu l'approbation du souverain français concernant l'occupation des deux principautés roumaines, au cas où les Russes gagneraient la guerre avec les Turcs.

Après la défaite des armées turques à Roussé et en Slobozie, les Russes ont proposé des négociations de paix qui prévoyaient que l'ensemble des territoires des principautés roumaines de Valachie et de Moldavie ainsi que la Bessarabie devaient faire partie de l'empire russe. Plus loin, les mouvements sur le front de la guerre ont changé, les diplomates du tsar ont également exigé l'occupation des îles Ismail et Cetatea Alba du Bas-Danube, permettant l'accès au Danube. Cependant, de nouveaux affrontements militaires ont changé dans une certaine mesure, et les Russes ont dû se contenter du territoire de Bessarabie et de l'occupation du port de Souhumi et ont rendu aux Ottomans les villes d'Anapa, Poti et d'autres du Caucase occidental, capturées pendant la guerre.

Stratford Canning, diplomate britannique et ambassadeur à Constantinople (1812 - 1818), a contribué à l'organisation du traité de Bucarest entre la Turquie et la Russie. Cela a permis aux troupes russes de se concentrer sur la résistance à une invasion française dirigée par Napoléon I.

Le traité prévoyait l'annexion de la Bessarabie par la Russie, tout en obligeant cette dernière à restituer la Valachie et le reste de la Moldavie, qu'elle avait occupée. Les Russes ont obtenu, en vertu du traité, l'amnistie et une promesse d'autonomie pour les Serbes. La mise en œuvre du traité a été empêchée par une série de différends, tandis que les troupes turques ont de nouveau envahi la Serbie l'année suivante.

Le traité prévoyait également l'annexion de la Bessarabie par la Russie, tout en obligeant cette dernière à restituer la Valachie et le reste de la Moldavie, qu'elle avait occupée. Les Russes ont obtenu, en vertu du traité, l'amnistie et une promesse d'autonomie pour les Serbes. La mise en œuvre du traité a été empêchée par une série de différends, tandis que les troupes turques ont de nouveau envahi la Serbie l'année suivante.

Bibliographie en anglais, français ou allemand:

Lepăr, Ana Maria, «Bucarest pendant la paix de 1812», dans *Hiperboreea Journal*, tome II, no. 2, décembre 2015

Shaw, Stanford et Ezel Kural Shaw (1977), *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, New York: Cambridge University Press

S.E.Stier, (1984) *Grosser Atlas zur Weltgeschichte*, Westermann

## Traité de paix conclu à Bucarest le 10 août 1913

Le traité de Bucarest, signé le 10 août 1913, a mis fin à la deuxième guerre des Balkans. Le contexte régional troublé des première et deuxième guerres des Balkans a été perçu par la Roumanie comme une occasion de se prononcer sur ce conflit. Tout en restant neutre pendant la première guerre des Balkans, Bucarest a vu avec inquiétude la rapide victoire de la Bulgarie et de ses alliés contre la Turquie. Cependant, les choses ont changé pendant la deuxième guerre des Balkans. À la fin de la deuxième guerre des Balkans, la Bulgarie a été vaincue par les forces combinées de la Serbie, de la Grèce et de la Roumanie après avoir contesté sans succès la répartition du territoire saisi aux Turcs pendant la première guerre des Balkans. .

Grâce au traité de paix de Bucarest, la Bulgarie a reçu une petite partie de la Macédoine et une bande de la côte égéenne contenant le port de Dedeağaç (Alexandroupolis). La Serbie a obtenu le nord et le centre de la Macédoine tandis que la Grèce a reçu le sud de la Macédoine et la Roumanie la partie sud de Dobruja, la ville de Silistra incluse.

La Bulgarie n'a conservé qu'une petite partie de l'est de la Macédoine, de la région de Pirin et d'une partie de l'est de Trace. Cependant, ces gains ont été jugés comme une compensation insuffisante pour la perte du sud de la Dobruja et de l'exarchat bulgare en Macédoine.

Plus important encore, les guerres balkaniques ont constitué un test important et sévère pour l'alliance de la Roumanie avec l'Empire austro-hongrois. La période des première et deuxième guerres des Balkans est caractérisée par d'importantes turbulences politiques et militaires dans la région. Cette agitation a été déclenchée par la fin de l'Empire ottoman mais aussi par la montée des États chrétiens en Europe du Sud-Est et les tensions entre ceux-ci en ce qui concerne la répartition des territoires et l'implication des grandes puissances. Les Autrichiens, conscients de leur vulnérabilité, étaient mécontents, l'Allemagne ne leur fournissant aucune assistance pour contrer la Serbie. La Russie, à son tour, a décidé de ne pas intervenir dans les conflits. Cela laissait aux États de la péninsule balkanique la possibilité de résoudre leurs différends territoriaux entre eux alors que l'Empire ottoman s'affaiblissait de plus en plus.

Une autre conséquence importante de la deuxième guerre des Balkans est le fait que la Bulgarie a maintenu le désir de retrouver ce qu'elle avait perdu, ce qui représente la motivation principale de la diplomatie bulgare et de sa participation à la Première Guerre mondiale.

### Bibliographie

Bărbulescu, Ilie (1912), Relations des Roumains avec les Serbes, les Bulgares, les Grecs, Jassy  
Iancovici, D., Take Jonesco (1919), La Paix de Bucarest, Paris

## Traité de paix conclu à Bucarest / Buftea le 7 mai 1918

Le traité de Bucarest a été conclu, d'une part, entre la Roumanie et les puissances centrales, d'autre part, en raison de l'impasse atteinte après la campagne de 1916-1917 et de l'isolement de la Roumanie sur le front de l'Est après la sortie unilatérale de la Russie de Première guerre mondiale

Les termes du traité étaient très défavorables à la Roumanie. Grâce au traité, Bucarest a dû restituer la Bulgarie du sud de la Dobroudja du Sud - également connue sous le nom de «Cadrilater» - et la partie sud de la Dobroudja du Nord. Le reste de la province de Dobruja a été placé sous le contrôle conjoint des puissances centrales, laissant le delta du Danube à la Roumanie. La route commerciale menant à Constanta a également été placée sous le contrôle des puissances centrales.

Selon le traité, la Roumanie a perdu le contrôle des cols des Carpates au profit de l'empire austro-hongrois. Les dispositions économiques étaient importantes, car la Roumanie a dû louer les puits de pétrole à l'Allemagne pendant 90 ans. Des fonctionnaires allemands habilités à opposer leur veto aux décisions des membres du cabinet roumain et à licencier des fonctionnaires roumains ont été nommés pour superviser tous les ministères roumains.

En revanche, les puissances centrales ont reconnu l'Union de Bessarabie avec la Roumanie.

Le roi Ferdinand Ier de Roumanie a refusé de signer le traité de paix. La reconnaissance de l'union de la Roumanie avec la Bessarabie a placé la première dans une position unique car le pays est sorti de la guerre plus gros qu'avant. L'indépendance de jure de la Roumanie a été respectée. Le traité a été dénoncé en octobre 1918 et annulé par les termes de l'armistice du 11 novembre 1918 alors que les forces alliées en progression gagnaient de plus en plus de terrain en Europe contre les puissances centrales. En 1919, l'Allemagne est contrainte de renoncer à tous les avantages prévus par le traité de Bucarest signé en 1918. Les transferts territoriaux à l'empire austro-hongrois sont annulés par le traité de Saint-Germain-en-Laye (1919) et le traité de Neuilly-sur-Seine. La frontière de la Roumanie avec la Hongrie a été réglée par le traité de Trianon (1920).

### Bibliographie

Crampton, R. J. 9 (1994), L'Europe de l'Est au XXe siècle, Routledge

Kitchen, Martin, (1976), "Hindenburg, Ludendorff and Rumania" dans The Slavonic and East European Review, Volume 54, Numéro 2 / Avril